



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1024

19 septembre 2011

- Cascade de revendications sociales en Haïti, notamment contre la Minustah
- Mission de haut niveau des Nations Unies pour enquêter sur le viol d'un Haïtien par des soldats uruguayens
- Des experts haïtiens apportent l'énergie solaire au Sénégal
- Dossier : Inquiétudes dans le Sud sur la promesse d'éducation gratuite faite par Michel Martelly

>> Cascade de revendications sociales en Haïti, notamment contre la Minustah

La république d'Haïti vit, ces dernières semaines, au rythme de revendications sociales en faveur de l'allocation de services publics. Ces manifestations ont causé des pertes en vies humaines et des blessés.

Des protestations ont eu lieu dans plusieurs communes du Bas Artibonite pour exiger une meilleure distribution de l'énergie publique aux communautés. Deux personnes sont mortes, le mardi 13 septembre 2011, à Cabaret, au nord de Port-au-Prince, dans le cadre de ces manifestations.

Ces levées de boucliers ont notamment paralysé la circulation automobile sur la route nationale No 1 et provoqué des dégâts, dont des bris de pare-brise de véhicules de la compagnie d'Etat l'Electricité d'Haïti. La police nationale d'Haïti (PNH) a réagi violemment à ces mouvements.

Par ailleurs le 14 septembre 2011, une unité spécialisée de la PNH, dénommée compagnie d'intervention et de maintien de l'ordre (CIMO), a violemment dispersé une manifestation contre la Minustah afin d'interdire l'accès des protestataires à la place du Champ de Mars devant le palais présidentiel, abritant des milliers de personnes déplacées depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

>> Mission de haut niveau des Nations Unies pour enquêter sur le viol d'un Haïtien par des soldats uruguayens

Trois hauts responsables des Nations Unies se trouvent actuellement en Haïti afin de rencontrer le commandement de la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti à propos du viol, en juillet 2011, d'un Haïtien de 18 ans par 3 casques bleus uruguayens.

Au moins une personne aurait été blessée par des éclats de bombe lacrymogène et deux journalistes ont été sauvagement frappés par des agents de la CIMO. Les bombes de gaz lacrymogènes, ont brûlé partiellement 2 tentes, et les gaz ont atteint l'intérieur de l'hôpital de l'université d'Etat d'Haïti (HUEH) causant des difficultés respiratoires aux patients.

Des étudiants de la faculté d'ethnologie de l'université d'Etat d'Haïti à l'origine de la manifestation anti-Minustah, ont été bloqués dans l'enceinte de leur faculté jusque tard dans la soirée du 14 septembre.

« *Nou pa pè, nou p ap janm pè* » (On n'a pas peur et on n'aura jamais peur), ont scandé avec détermination les manifestants qui voulaient se rendre devant le palais présidentiel. Les policiers ont, ensuite, fait un usage violent de gaz lacrymogènes. Cette attitude a déclenché la colère des protestataires qui ont répliqué avec des jets de pierres.

Une forte tension a régné, notamment au centre-ville de Port au Prince. La circulation des véhicules et des piétons était rendue impossible du fait des pierres jonchant la chaussée.

L'objectif de cette équipe, envoyée par le secrétaire général des Nations Unies, le sud-coréen Ban Ki-Moon, est de renforcer la politique de « tolérance zéro » qui doit prévaloir dans les missions onusiennes.

Les Nations Unies applique une '*Tolérance Zéro*' en ce qui concerne tout manquement de son personnel à ses obligations de respecter

les standards de conduite attendus d'un fonctionnaire international. « *Le respect absolu de la dignité et de la souveraineté du peuple et du pays hôtes, de ses traditions et de sa culture figure parmi ces obligations* », a indiqué le représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti, le chilien Mariano Fernandez « *profondément choqué et attristé d'avoir appris (...) que des soldats de la Minustah auraient eu un comportement abusif et dégradant envers un jeune Haïtien* ».

L'organisation des Nations Unies effectue « *le suivi, avec le pays d'origine des suspects, pour s'assurer, le cas échéant, qu'ils soient traduits en justice et que les sanctions appropriées soient appliquées.* »

Les abus commis par les soldats uruguayens ont terni l'image de la Minustah, reconnaît Mariano Fernandez. Mais, « *les actes de quelques uns ne devraient pas ternir aussi celle de milliers de personnels, militaires, policiers et civils qui servent la Minustah et Haïti de façon irréprochable depuis 2004* » a-t-il ajouté.

>> Des experts haïtiens apportent l'énergie solaire au Sénégal

Deux experts haïtiens ont visité le Sénégal pour partager leur expérience dans l'installation d'équipements à énergie solaire.

Durant une semaine, ils ont conduit des formations à l'intention d'une plate-forme paysanne dans une ville proche de Dakar, la capitale. La formation a permis la mise en place des premiers panneaux solaires jamais fabriqués par le Sénégal.

Jean Ronel Noel, co-fondateur de Énergies Renouvelables SA, et Frantz Desrosiers, un technicien de cette compagnie, ont répondu à une invitation de l'entreprise sénégalaise KAYER, spécialiste dans les

>> Dossier : Inquiétudes dans le Sud sur la promesse d'éducation gratuite faite par Michel Martelly

À moins d'un mois de la réouverture [officielle] des classes - renvoyée à début octobre 2011 au lieu de septembre (malgré une reprise effective, le 5 septembre 2011, dans certains établissements scolaires à curricula internationaux) -, la possibilité de rendre l'accès gratuit à l'éducation dans le Sud est remise en question dans ce département.

Beaucoup de parents, se disent désespérés, dans un contexte d'augmentation des frais scolaires dans les écoles privées, contrôlant à environ 80 % l'offre nationale en éducation (celle du secteur public étant encore très faible en 2011).

La coordonnatrice départementale du Sud de l'union nationale des normaliens d'Haïti (UNNOH), Marie-Anne France, exprime les préoccupations de son organisation quant à la réalisation effective de la promesse du président Michel Martelly de scolariser gratuitement plusieurs milliers d'enfants durant son quinquennat (14 mai 2011 - 7 février 2016).

Monsieur Fernandez a ordonné le confinement des soldats accusés d'être impliqués dans le viol pour s'assurer qu'ils ne puissent exercer aucune influence sur le déroulement de l'enquête.

La mission de haut niveau de l'Onu, qui rencontrera aussi les autorités haïtiennes, est composée du sous-secrétaire général des Nations Unies à l'appui aux missions, Anthony Banbury, du conseiller militaire de Ban Ki-Moon, le général Babacar Gaye, et de la conseillère du Secrétaire général en matière de police, Ann-Marie Older.

C'est le 27 août 2011 que la Minustah a été saisie d'allégations de violations graves du Code de conduite des Nations Unies par plusieurs membres de son personnel.

Le commandant de la force onusienne a instruit la police militaire de recueillir toutes informations concernant l'identité des victimes, témoins et suspects. Il a également ordonné au commandant du contingent uruguayen de conduire une enquête préliminaire sur le viol commis.

installations à énergie solaire, selon un article de Inter Press Service (IPS).

Après le succès de cette première collaboration, la société KAYER espère compter sur l'expérience des experts haïtiens pour la fabrication d'équipements à énergie solaire, notamment des lampadaires qui pourront servir à éclairer les rues du Sénégal. La compagnie Énergies Renouvelables SA construit des lampadaires à énergie solaire ainsi que toutes sortes d'équipements utilisant ce type d'énergie. 50 municipalités en Haïti bénéficient de ses produits, rapporte IPS.

Les problèmes administratifs et structurels au ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (MENFP), dont les directions départementales et les structures décentralisées, pourraient entraver cet effort, craint l'UNNOH du Sud d'Haïti.

La nomination de plusieurs centaines de professeurs (en attente de lettres administratives officielles) depuis des années, les arriérés de prestations dues aux enseignants également, les conditions difficiles dans les lesquelles ils travaillent, sont au nombre des problèmes des à considérer quant à la problématique de l'éducation en Haïti.

Interrogés par AlterPresse, des bouquinistes de la ville des Cayes font état d'une baisse considérable de la vente de manuels scolaires, à quelques semaines de la rentrée 2011, comparativement aux années précédentes.

Selon les chiffres officiels, plus de 24 000 enfants en âge scolaire n'ont jamais été scolarisés dans le Sud. Le directeur départemental de l'éducation nationale, Régil'homme Joseph indique que le programme envisagé par Michel Martelly ne touchera pas tous ces enfants, du moins pas dans un premier temps.